

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGRÉMENT VÉHICULES HORS D'USAGE
EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2012
RELATIF AUX AGRÉMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DE POLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BROYAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE
ET DEMANDE D'ANTÉRIORITÉ
SOCIÉTÉ GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

COMMUNE DE VERNOUILLET

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire
1 plan de situation

Par bordereau du 4 avril 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de renouvellement d'agrément n° PR2800001D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») présentée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT située Zone Industrielle de Nuisement – 7 rue Gustave Eiffel - sur le territoire de la commune de Vernouillet.

Par courrier reçu le 9 juin 2011, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis pour information à l'inspection des installations classées la demande d'antériorité présentée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT le 7 mars 2011.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

c) Demande d'antériorité

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé au lieu-dit La Guerre – 14 540 ROCQUANCOURT exploite des installations de récupération de métaux et de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usages dans son établissement situé Zone Industrielle de Nuisement – 7 rue Gustave Eiffel – 28 500 VERNOUILLET.

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE) NORMANDIE a été autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 29 avril 1998, sous les rubriques 286, 167A, 322A, 329, 1434 1°b et 2260 2° de la nomenclature des installations classées et par arrêté complémentaire du 7 juin 2006.

Par courrier du 24 juin 1998, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a procédé à la déclaration de changement d'exploitant suite à une fusion-absorption de la société GDE NORMANDIE.

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT reçoit des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, des garages automobiles, des « centres VHU », des concessionnaires automobiles, des constructeurs automobiles, des entreprises, des collectivités et associations en provenance d'Eure-et-Loir et des départements et régions limitrophes. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 1200 unités par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des pneumatiques notamment. L'exploitant dispose d'une station de dépollution fixe équipée d'un support en hauteur pour le VHU à dépolluer.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 7 juin 2006 et arrivant à échéance le 7 juin 2012.

Par ailleurs des véhicules déjà dépollués sont admis en simple transit, dans la limite des 1 200 VHU par an.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a été reçu en Préfecture le 3 avril 2012 et a été complété par des informations ou documents reçus les 22 juin 2012 et en dernier lieu le 27 septembre 2012.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à 1 200 unités par an. Les VHU en provenance du département d'Eure-et-Loir et des départements et régions limitrophes sont expédiés chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme AFNOR CERTIFICATION suite à une visite en date du 2 novembre 2011. Cet organisme est accrédité selon le référentiel ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage avec différents outils et matériels. La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dispose d'une station de récupération des fluides frigorigènes contenus dans les systèmes de climatisation des véhicules. Une

préparation à l'attestation d'aptitude - catégorie 5 - spécifique démolisseurs a été dispensée aux opérateurs de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT les 25 et 26 juin 2012. L'attestation de capacité de catégorie V est en cours d'obtention.

Sur les trois dernières années, le chiffre d'affaires ainsi que le résultat de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT sont en progression.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

Selon l'exploitant, les véhicules dépollués sont ensuite orientés vers le broyeur de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT de Limay (78) qui permet en association avec l'usine de post-traitement des résidus de broyage de Rocquancourt (14) de respecter les obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11 ° et 12 ° de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ANTERIORITE PRESENTEE PAR LA SOCIETE GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a sollicité le bénéfice du droit acquis à l'antériorité le 7 mars 2011. Les activités exercées sur le site de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT relèvent désormais des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2710	1	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux	Batteries apportées par des particuliers	Quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>=7	t	20	t
2710	2	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets non dangereux	Déchets de métaux (2 000 m3) et D.E.E.E (60 m3) apportés par des particuliers	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation	>=600	m³	2 060	m³
2712		A	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m²	Centre VHU 1200 unités/an station de dépollution : 100 m² VHU en attente de dépollution : 250 m² VHU dépollués en mélange avec le platin et métaux : 1 150 m² (surface commune aux rubriques 2712 et 2713)	surface	>50	m²	1 500	m²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Stockage de métaux Stock du hangar métaux non ferreux : 1000 m² Métaux à oxycouper : 1000 m² Platin et métaux dont chutes : 1 150 m² (surface commune	surface	>=1 000	m²	3 150	m²

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
				aux rubriques 2712 et 2713)					
2714	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Transit de déchets non dangereux : - papiers cartons : 500 m³ - bois : 300 m³ - plastiques : 300 m³ - pneus usagés : 80 m³ Soit 1 180 m³	volume susceptible d'être présent dans l'installation	>=1 000	m³	1 180	m³
2716	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Transit de D.I.B en mélange	volume susceptible d'être présent dans l'installation	>=1 000	m³	1 000	m³
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement	Récupération de batteries : 50 t Autres déchets dangereux en quantités limitées (huiles moteurs, VHU, filtres à huiles, etc...) : 5 tonnes	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	>=1	t	55	t
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux	Oxycoupage de métaux : 20 t/j Déchiquetage de papier/cartons : 100 t/j	Quantité de déchets traités	>=10	t/j	120	t/j
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Station de transit, regroupement et tri de D.E.E.E	volume susceptible d'être entreposé	>=100	m³	180	m³
1435		NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Installation de distribution de carburant	Volume équivalent annuel de carburant distribué	>100	m³	5	m³
2517		NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Station de transit de déchets non dangereux inertes (gravats)	Capacité de stockage	>15 000	m³	500	m³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

5. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;

- que le rapport établi le 2 novembre 2011 par l'organisme AFNOR CERTIFICATION n'a pas mis en évidence de non-conformité;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT située Zone Industrielle de Nuisement – 7 rue Gustave Eiffel à VERNOUILLET.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le projet d'arrêté tient compte des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par décret du 13 avril 2010.

--==--